

Déclarations de M. Georges Pompidou, président de la République sur l'art et l'architecture recueillies par le journal « Le Monde », le 17 octobre 1972.

[...]

Paris et l'architecture moderne.

Paris se renouvelle – certains disent « se détruit » – du fait de constructions nouvelles qui altèrent fatalement son caractère. Comment concilier le dynamisme de la nouveauté et la nécessité de sauver le meilleur du Paris ancien, par définition irremplaçable – ?

La question n'est pas d'aujourd'hui ! Vous connaissez les vers de Baudelaire :

Le vieux Paris n'est plus, la forme d'une ville

Change plus vite, hélas, que le cœur d'un mortel.

On ne peut pas se figer dans le passé. Paris n'est pas une ville morte, ce n'est pas un musée à entretenir. Les bâtisseurs – de Louis XIV à Haussmann – ont détruit encore plus qu'ils n'ont construit. Le Moyen Âge romain a bâti ses églises, la Renaissance ses palais, avec les pierres des monuments antiques.

Je n'en fais pas un modèle à suivre, loin de là. J'ai même regretté la destruction du viaduc d'Auteuil ! Mais partons du principe qu'il faut accepter la nouveauté et simplement chercher à ce qu'elle soit belle et ne soit pas une copie d'ancien.

Quant au Paris historique, nous avons une conception différente de ses grandes époques que j'évoquais. Nous sommes des conservateurs de civilisation. La difficulté est d'être en même temps des créateurs. C'est pourquoi, bien entendu, il faut préserver le Paris historique. Je m'intéresse autant à la rénovation du Marais qu'à la Défense. Mais il faut aussi construire et pas seulement à des fins pratiques. Je n'y vois pas de contradiction. Il faut noter toutefois que c'est une attitude tout à fait nouvelle dans l'histoire des villes, et à laquelle les esprits ont du mal à s'habituer.

Le centre culturel du plateau Beaubourg.

Vous avez lancé l'idée d'installer sur le plateau Beaubourg une entreprise culturelle dont on ne connaît pas d'exemple ailleurs. Quelles raisons vous ont incité à concevoir un tel centre ? Et quels buts lui assignez-vous ?

Je voudrais passionnément, que Paris possède un centre culturel comme on a cherché à en créer aux États-Unis avec un succès jusqu'ici inégal, qui soit à la fois un musée et un centre de création, où les arts plastiques voisinent avec la musique, le cinéma, les livres, la recherche audio-visuelle, etc. Le musée ne peut être que d'art moderne, puisque

nous avons le Louvre. La création, évidemment, serait moderne, et évoluerait sans cesse. La bibliothèque attirerait des milliers de lecteurs qui du même coup seraient mis en contact avec les arts.

Pour la localisation, le plateau Beaubourg a été choisi uniquement parce que c'était le seul terrain disponible dans l'immédiat et que je voulais aller vite, sûr que si j'attendais, rien ne se ferait jamais. Pour le concours, nous avons eu recours à un jury composé d'architectes et d'utilisateurs universellement connus. Nous nous sommes inclinés devant leur choix, pensant qu'ils étaient mieux placés que personne pour donner un avis, en particulier du point de vue fonctionnel (quel vilain mot!). Le jury, qui, je pense a dû inconsciemment être influencé par l'agitation créée à l'époque autour des pavillons Baltard, a manifestement rejeté tout projet qui prétendait être par lui-même un monument pour s'attacher à celui qui permettrait le mieux de faciliter la communication avec le public et avec l'environnement. Par contagion, entre Beaubourg et les Halles, se créera, je l'espère, un quartier à dominante artistique et culturelle.

Le problème, dans un projet de ce genre, c'est de le réaliser, bien sûr, mais c'est surtout et ensuite qu'il vive.

Je souhaite que pour la mise en œuvre et le développement, car il devra être en évolution permanente, on puisse s'assurer le concours des hommes les plus remarquables dans leur spécialité. Pour la création musicale et la recherche dans ce domaine, nous aurons ainsi le concours de Pierre Boulez et sans doute de Xenakis. Qui dit mieux ? Tout cela coûte cher, je le dis franchement. Mais sur plusieurs années, c'est finalement une goutte d'eau dans le budget de l'État, et si l'objectif est atteint, ce sera une réussite sans précédent. Mes raisons : j'aime l'art, j'aime Paris, j'aime la France. Je suis frappé du caractère conservateur du goût français, particulièrement de ce qu'on appelle l'élite, scandalisé de la politique des pouvoirs publics en matière d'art depuis un siècle, et c'est pourquoi je cherche à réagir, avec un succès mitigé.

Les arts et la politique.

On peut remarquer que vous avez toujours su réserver du temps aux problèmes artistiques. Est-ce seulement par goût personnel ou bien ces préoccupations entrent-elles dans le cadre d'une ligne politique ? Autrement dit, la modernisation économique et industrielle de la France implique-t-elle une « modernisation » du goût français ?

Il ne s'agit pas de réserver du temps aux problèmes artistiques. Nous avons un ministère des affaires culturelles et il est normal que je suive son action comme celle des autres. Mais pour moi c'est tout autre chose, l'art n'est pas une catégorie administrative. Il est le cadre de vie ou devrait l'être. Je laisse de côté volontairement ce qu'il peut exprimer ou signifier pour ne garder que le plaisir qu'il donne.

Il se rencontre à des degrés divers partout, dans une vieille ferme aussi bien qu'à Trianon. L'artiste est un artisan ou, si vous préférez, tout artisan peut être un artiste. C'est pourquoi, qu'il s'agisse de mon bureau de l'Elysée, des salons anciens du Louvre et grâce au Mobilier national qui, dès lors qu'on s'y intéresse, découvre dans ses greniers des meubles et des objets admirables, qu'il s'agisse des pièces modernes que nous avons installées dans les appartements privés, je cherche à ce que tout soit beau ou, du moins, à ce que rien ne soit laid. C'est évidemment affaire de goût, et il n'est pas prouvé que chacun approuve. L'important, c'est d'y croire.

Quant à parler de ligne politique il n'y a, croyez le, aucune arrière-pensée de cet ordre dans mon esprit, au sens où l'on entend couramment le mot « politique ». Je ne cherche pas à créer un style « majoritaire » ! Mais c'est vrai, la France se transforme, la modernisation, le développement dans tous les domaines sont éclatants. Pourquoi n'y aurait-il pas un lien avec les arts ? Toutes les grandes époques artistiques sont des époques de prospérité économique et souvent de puissance politique : voyez l'Athènes de Périclès, la Rome des empereurs ou de la Renaissance, la Venise des doges, la Florence des Médicis, sans parler de la France de Saint Louis, de François Ier, de Louis XIV, du XVIII^{ème} siècle, même du Second Empire. Alors, pourquoi pas notre siècle ? La grandeur ne se divise pas, ou en tout cas ne se divise pas passagèrement.

L'art contemporain

Peut-on vous demander, Monsieur le Président, ce que vous pensez de l'art contemporain ?

On croit volontiers que j'aime uniquement l'abstrait, abstrait que le grand public et peut être aussi l'Institut (qu'il me pardonne) identifie avec l'art d'aujourd'hui. C'est assez curieux quand on pense que la peinture abstraite est née avant 1914. Depuis, pourtant, le monde a beaucoup bougé. Ce qui est vrai, c'est que je n'ai jamais acheté que des œuvres d'artistes contemporains. J'ai commencé à dix-huit ans en achetant *La femme 100 têtes de Max Ernst*. Pourquoi ? Parce que les œuvres anciennes n'ont jamais été « dans mes moyens », à moins d'être douteuses ou médiocres. Je vous assure que je ne mets pas Vermeer au-dessous de Nicolas de Staël ! Simplement, on ne peut, à défaut d'avoir une grande fortune, acheter aucun artiste reconnu, alors qu'on peut toujours acheter l'artiste encore inconnu ou méconnu. On se trompe ou on ne se trompe pas. L'avenir le dira. En tout cas, je constate que l'art actuel est au moins autant figuratif qu'abstrait, depuis le surréalisme jusqu'au néo-réalisme.

Quant à ce que j'en pense, c'est difficile à dire. Il y a ce qui me plaît, et ce qui ne me plaît pas, c'est une pure question d'appréciation personnelle. Ce qui me frappe, je vous l'ai déjà dit, c'est que l'art actuel est en perpétuelle recherche. Il n'est pas fixé et, par définition même, ne peut pas se

fixer. De sorte que très souvent la valeur d'une œuvre tient moins à la qualité de la facture qu'à l'antériorité du procédé.

Il faut avoir été le premier. L'idée compte autant et peut-être plus que la réalisation. C'est sans doute un signe de faiblesse. L'abstrait, par exemple, se prête apparemment à la facilité plus que le figuratif.

Tout le monde semble pouvoir refaire un tableau de Mondrian ou de Malevitch, à plus forte raison de Klein, et les faussaires s'en donnent à cœur joie. Seulement voilà, ces artistes ont été les premiers et ont ouvert d'immenses perspectives. Pour me résumer (ce qui en pareille matière est d'ailleurs absurde!) je dirai que l'art contemporain a deux caractéristiques : il est en perpétuel mouvement, et c'est bien ; il n'est pas confortable, parce qu'il n'est pas sûr de lui. L'Héritage du passé est trop lourd, et l'avenir trop divers. L'art, entre les deux, cherche sa signification. Il me semble qu'il la trouve parfois, ou que certains la trouvent, d'autres n'auront fait que bafouiller, et d'autant plus qu'ils auront voulu trop « signifier ».

Si l'art contemporain me touche, c'est à cause de cette recherche crispée et fascinante du nouveau et de l'inconnu. Comment ne citerais-je pas Apollinaire ?

*Soyez indulgents quand vous nous comparez
À ceux qui furent la perfection de l'ordre
Nous qui quêtions partout l'aventure...
Pitié pour nous qui combattons toujours aux frontières
De l'illimité et de l'avenir
Pitié pour nos erreurs, pitié pour nos péchés.*

Art contemporain, art par essence contradictoire : strict comme les mathématiques ou violemment lyrique, sincère jusqu'à l'impudeur ou insolent dans l'imposture, explosion de couleurs et de joie ou négation de tout, y compris de lui-même, il est toujours à l'affût du lendemain. N'est-ce pas l'image de notre monde ?

Le rôle culturel de l'État.

Quel rôle l'État peut-il jouer – ou ne pas jouer – dans le domaine culturel ?

Ce qu'est l'art pour l'artiste, il ne m'appartient pas de le dire. Mais l'art est l'expression d'une époque, d'une civilisation, fût ce de la révolte contre cette civilisation, et, vous le savez, le meilleur témoignage que l'homme – et aussi une nation – puisse donner de sa dignité. L'État ne peut pas ou du moins ne doit pas s'en désintéresser. L'indifférence, l'incompréhension de l'État ne nuisent d'ailleurs pas forcément à la création artistique. Toute la peinture française et de l'école de Paris depuis les impressionnistes le prouvent. Il n'en est pas moins vrai que si l'État, les collectivités publiques avaient, au temps des impressionnistes, des fauves, des cubistes, des abstraits, acheté ce que la critique presque unanime considérait comme ridicule, nous n'en serions pas réduits à mendier les dons, à compter sur la générosité de quelques héritiers ou de quelques amateurs pour garnir les cimaises de nos musées.

Pour répondre à votre question, je crois que le rôle essentiel de l'État est de donner des moyens. Ce qui veut dire acheter, passer des commandes, fournir des centres d'études et de recherche, organiser ou faciliter les expositions... Que ferait-il d'autre à moins d'essayer de créer un art officiel ? On me dira que François Ier, Charles Quint, Jules II, Louis XIV se sont ainsi comportés. Mais le monde a changé, l'artiste par vocation profonde aspire à l'indépendance, quand ce n'est pas à la contestation, et tout art officiel est désormais condamné à la médiocrité. Il suffit de voir ce qui se passe parfois dans l'application du principe (posé, je crois, par Malraux) du 1%, c'est-à-dire du fait que, lorsque l'on construit un bâtiment public, faculté, école, hôpital, etc., un centième des crédits doit être consacré à une commande « artistique ». Malgré de nombreuses exceptions, le résultat d'une idée excellente est souvent médiocre, parfois désastreux. C'est que, dès qu'il s'agit d'une décision administrative qui se veut raisonnable, des considérations extérieures à l'art lui-même égarent les choix. La fantaisie et l'arbitraire peuvent se tromper, les « commissions » se trompent toujours parce qu'elles choisissent par élimination, non par instinct. Et d'ailleurs, l'instinct ne peut être qu'individuel.

Que l'État donne des moyens, donc, et puis qu'il laisse agir le génie de son temps et de son peuple. Mieux vaut en la matière le gaspillage que la volonté de bien employer son argent. Au total, on ne mise pas beaucoup et l'enjeu peut être immense.

Peut-être aussi, après tout, le fait que l'État – et, que l'on ne m'en veuille pas de le dire, le chef de l'État lui-même – s'intéresse à l'art n'est pas indifférent ni sans effet. En tout cas, cela ne peut pas nuire.